

La droite européenne suspend Viktor Orbán... avec son accord

Union européenne Le Fidesz sera mis sous tutelle d'un comité incluant le Belge Van Rompuy, ex-président du Conseil européen.

Le Parti populaire européen (PPE) a décidé d'envoyer au coin son enfant terrible, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, sans le diriger vers la porte, du moins pas pour l'instant. Réuni mercredi à Bruxelles, dans la salle Josef Antall du Parlement européen – notez la symbolique, puisqu'il s'agit du nom du premier Premier ministre hongrois élu démocratiquement – le Bureau du PPE a opté pour une suspension "avec effet immédiat et jusqu'à nouvel ordre" du Fidesz de M. Orbán, en raison de ses attaques virulentes contre l'Union et ses valeurs, contre les migrants et, plus récemment, contre le président de la Commission et membre du PPE, Jean-Claude Juncker. La décision est "ferme, claire, basée sur une idée commune des valeurs du PPE", a déclaré Manfred Weber, président du groupe du PPE et candidat à la présidence de la Commission, à l'issue d'une discussion "intense et peu facile". La suspension du Fidesz a été votée à une écrasante majorité (190 voix pour, 3 contre) des membres présents du Bureau du PPE, composé du président du parti, Joseph Daul, des chefs des délégations nationales, des eurodéputés "qui comptent". "Avec le résultat de ce vote, on ne pourra pas dire que le PPE est divisé", a estimé M. Daul. Cette solution ménage tant les partis centristes qui exigeaient l'exclusion du Fidesz, que les alliés traditionnels de Viktor Orbán, tels que les chrétiens-démocrates allemands ou Les Républicains français. Et même... les demandes de Viktor Orbán, qui a réussi à négocier et élaborer sa propre suspension.

"La présidence du PPE et le Fidesz ont convenu d'un commun accord la suspension du Fidesz jusqu'à la publication d'un rapport par un comité d'évaluation (de ce parti, NdLR)", lit-on dans le texte de compromis adopté. En effet, le vote de mercredi a en quelque sorte porté sur la décision de M. Orbán de suspendre lui-même ses activités au sein du PPE – il n'assistera plus aux réunions, sera privé de son droit de vote ou de proposer des candidats. Ce, à condition que son respect des valeurs de la droite européenne soit évalué par le PPE. Le Fidesz avait même fait du chantage, menaçant de prendre la porte du PPE,

s'il faisait l'objet d'une simple suspension.

"L'exclusion du Fidesz reste sur la table"

Joseph Daul a donc proposé de constituer un comité de sages présidé par le Belge Herman Van Rompuy, ancien président du Conseil européen. En sera membre Hans-Gert Pöttering, ancien président du Parlement européen, ainsi que l'ancien chancelier Wolfgang Schäussel, qui avait formé le premier gouvernement autrichien associant le parti d'extrême droite FPÖ, selon un document de "Politico". "Le PPE a voulu faire un geste vis-à-vis de la Hongrie. J'espère que ces personnes sont vraiment sages", a même déclaré Viktor Orbán, convaincu qu'il pourra convaincre ce comité du bien-fondé de ses politiques peu respectueuses des valeurs de l'UE et de sa rhétorique antieuropéenne.

Pendant ce temps, Manfred Weber assurait toutefois que "l'exclusion du Fidesz reste sur la table" du PPE. "À n'importe quel moment, si ça continue et qu'il ne respecte pas les règles, nous pouvons revoter", a renchéri M. Daul.

La décision n'est peut-être pas aussi ferme que l'espéraient certains des treize partis qui avaient exigé plus de fermeté et un vote sur le Fidesz. "La seule chose sur laquelle nous sommes d'accord, c'est que nous avons des désaccords", a par exemple déclaré, pendant le débat, Aura Salla, cheffe du Kokoomus finlandais. "Les valeurs, c'est comme la virginité, on ne peut les perdre qu'une fois", avait aussi twitté Christophe Origer, du CSV luxembourgeois.

Mais c'est mieux que rien, le PPE ayant longtemps été épinglé pour son inaction face aux abus de M. Orbán. "Il n'est plus là, il n'est plus actif, cette mise à l'écart est une victoire historique", a donc commenté Benoît Lutgen, tête de liste du CDH à l'UE, qui représentait le parti lors de la réunion du PPE.

"Je veux maintenant commencer à discuter du futur de l'Europe", s'est également réjoui M. Weber. En reflétant le cas du Fidesz à un comité des sages, le PPE espère ainsi mettre (un peu) de côté l'intense débat autour du chantre hongrois de l'il-libéralisme, du moins le temps de la campagne électorale en vue des euro-

pécennes de mai. Encore faudra-t-il que M. Orbán, pendant cette même campagne, accepte de faire profil bas, du moins, de mettre en sourdine ses diatribes antieuro-

pécennes. Quoi qu'il en soit, le "problème Orbán" risque

de ressurgir sur la table du PPE après les élections.

Maria Udrescu

190

Voix en faveur de la suspension du Fidesz

Lors du vote du Bureau du PPE, seuls 3 membres ont voté contre cette proposition.

D'autres familles européennes ont aussi leur mouton noir à gérer

Mis sous pression pour faire revenir dans le rang – ou se débarrasser de – son enfant terrible, Viktor Orban, le Parti populaire européen (PPE) a souvent pointé les moutons noirs des autres familles politiques de l'Union. De fait, le Premier ministre hongrois n'est pas le seul à défier ouvertement l'UE et ses valeurs, tout en siégeant au cœur de familles politiques au profil pro-européen, même s'il a ouvert le bal.

Prenez le Parti social-démocrate roumain (PSD), membre des Socialistes et Démocrates européens (S&D). Au pouvoir à Bucarest depuis 2017, la gauche populiste a multiplié les réformes controversées de la justice, concoctées pour tirer d'affaire des politiciens corrompus, à commencer par son leader, Liviu Dragnea. Face aux mises en garde européennes, les sociaux-démocrates roumains ont répondu avec une rhétorique antieuropéenne "à la Orban", balayant les critiques de la Commission.

La palme du "Orban de gauche" revient toutefois au socialiste slovaque, Robert Fico, dont le parti SMER est également membre du S&D. Premier ministre entre 2006 et 2018, il est forcé de démissionner en mars 2018, à la suite de la crise générée par l'assassinat du journaliste Jan Kuciak. Sa première alliance avec le SNS en 2006 lui avait valu une suspension temporaire du S&D. Mais en 2012, Robert Fico a réitéré l'expérience, tout en faisant de la migration son cheval de bataille et en pestant contre le "diktat de Bruxelles". Cette fois, sans que le S&D réagisse, malgré les demandes des socialis-

tes belges et français d'exclure le SMER de la famille européenne.

L'assassinat de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia, qui enquêtait sur la corruption, a également mis en lumière des dysfonctionnements de l'État de droit à Malte. Le pays est gouverné depuis 2013 par le travailliste Joseph Muscat, membre du S&D.

L'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ALDE) n'est pas en reste. Ses membres roumains font partie de la coalition au pouvoir en Roumanie et soutiennent sans condition les abus de leurs alliés sociaux-démocrates. Le parti espagnol Ciudadanos est aussi un autre caillou dans la chaussure des libéraux européens, depuis qu'il a décidé de s'allier avec l'extrême droite Vox, en Andalousie.

"Les autres partis doivent faire leur travail"

Les socialistes et les libéraux européens ont donc aussi du pain sur la planche. *"Je m'attends à ce que les autres partis fassent maintenant aussi leur travail. Tous ceux qui critiquent peuvent voir ce qu'a fait le PPE"*, a déclaré Joseph Daul, président du PPE. Reste que, si tous les yeux sont rivés sur le PPE, c'est parce que *"Viktor Orban a été le plus loin, en se faisant le promoteur de la démocratie illibérale, dans une Union européenne qui est une Union d'États de démocratie libérale représentative"*, précise le politologue Pascal Delwit, de l'Université libre de Bruxelles.

M. U.

La droite hongroise peut-elle reculer ?

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

Nous ne pouvons pas accepter un compromis qui limite notre liberté et notre politique de rejet de l'immigration", avait déclaré Gergely Gulyás, le porte-parole du Premier ministre mercredi, peu avant le vote des eurodéputés. En fait, compromis il y a eu et Viktor Orban a accepté la suspension de son parti: *"Pour préserver l'unité du PPE, nous avons décidé d'accepter une résolution de compromis"*, a-t-il déclaré dans la conférence de presse qui a suivi le vote dans la soirée. Mais cela ne fait que mettre les divergences du Parti populaire européen sous cloche, le temps de la campagne pour les élections européennes. Car le but affiché de longue date par le Premier ministre hongrois Viktor Orban reste le même: se débarrasser de l'élite libérale européenne pour refonder l'Union sur une base nationale-chrétienne.

Illustration de l'intransigeance de la droite hongroise, le ministre des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, a annoncé, ce début de semaine, l'ouverture d'un nouveau front contre la Com-

mission européenne, qu'il accuse, *"preuve irréfutable"* à l'appui, de vouloir imposer aux pays membres de l'UE le pacte des migrations de l'Onu. *"Le combat n'est pas terminé, en fait c'est une nouvelle bataille contre les plans secrets pro-migrations de Bruxelles qui commence"*, a-t-il pré-

venu. Par ailleurs, le gouvernement hongrois a suscité un nouveau scandale en Hongrie en décorant, à l'occasion de la fête nationale vendredi 15 mars, un historien et un écrivain, Kornel Döbrenstei et Mihály Takaro, issus de l'extrême droite antisémite. Au grand dam de la principale organisation représentative des Juifs de Hongrie, le Mazsihisz, qui a ironisé: *"Deux racistes la même année, cela fuit beaucoup. Nous demandons au gouvernement de ne décorer qu'un seul raciste lors de la prochaine fête nationale."*

Orban va devoir s'expliquer

Après la suspension du Fidesz acceptée par Viktor Orban qui menaçait pourtant de claquer la porte, ce dernier va devoir des explications à la frange la plus droitiste de son

camp. Dans plusieurs éditoriaux saignants, le journal historique de la droite hongroise, le très pro-Fidesz *Magyar Nemzet*, l'a exhorté à ne pas abandonner "le combat pour la patrie et pour l'Europe nationale-chrétienne" et à rompre avec "le Parti populaire qui est devenu le serviteur d'un libéralisme malade. [...] Weber, Daul, Juncker sont au service des mondialistes et des partis de l'immigration. Nous, militants de droite hongrois, n'avons rien à voir avec ces personnes".

Lors de la fête nationale du 15 mars, célébrant la révolution anti-habsbourgeoise de 1848, partageant la scène avec son homologue polonais Mateusz Morawiecki, Viktor Orban a insisté sur la dimension européenne de son ambition politique: "Nous souhaitons que les peuples d'Europe ouvrent les yeux et réalisent que dans un empire européen libéral nous perdrons toute notre liberté. [...] Nous voulons un nouveau commencement, pour

arrêter le déclin de l'Europe, mettre fin au délire des États-Unis d'Europe et faire en sorte que l'Europe appartienne à nouveau aux Européens."

Nul doute que les opposants du Fidesz en Hongrie ne vont pas accueillir la décision de la droite

européenne comme une bonne nouvelle. En effet, ils espéraient de longue date son exclusion. Lors de la visite à Budapest le 12 mars de Manfred Weber, l'ancien Premier ministre Gyurcsany a exhorté la chancelière allemande Angela Merkel à bannir son adversaire, prévenant qu'en cas contraire, "des temps sombres s'annonçaient pour l'Europe". Mais l'analyste politique Julia Lakatos n'est pas optimiste pour ces opposants: "Quel que soit le résultat, le Fidesz tirera profit du conflit avec le PPE. Avoir un bouc émissaire externe a toujours apporté des votes au parti."

"Quel que soit le résultat, le Fidesz tirera profit du conflit avec le PPE. Avoir un bouc émissaire externe a toujours apporté des votes au parti."

Julia Lakatos

Analyste politique hongroise.